

ENDIGUER LES EMPIRES AUTORITAIRES

Nicolas Baverez

Joe Biden a organisé les 29 et 30 mars un deuxième sommet des démocraties, afin de « rassembler les dirigeants du monde entier pour renforcer nos institutions démocratiques, honorer nos valeurs communes et relever les défis auxquels sont confrontés les démocraties ». Le premier qui avait réuni en novembre 2021 en mode virtuel un ensemble hétéroclite de nations, dont certaines avait un rapport plus que distant avec la liberté, relevait avant tout de la communication.

Il en va tout autrement depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie, qui a ouvert une grande confrontation entre les démocraties et les régimes autoritaires. Elle exige des nations libres, au-delà du soutien apporté à Kiev, qu'elles clarifient leurs principes - ce qui est engagé avec l'exclusion de la Turquie et de la Hongrie du sommet - et qu'elles se dotent d'une stratégie de long terme pour répondre au défi existentiel que leur lancent les tyrannies du XXIème siècle.

La situation géopolitique est bien différente du tableau optimiste dressé par Joe Biden. Il est vrai que l'année 2022 a vu les empires autoritaires enregistrer d'importants revers : la Chine est confrontée à son impressionnant déclin démographique, au ralentissement de son économie et aux résistances croissantes que suscite ses ambitions impériales, particulièrement en Asie ; la Russie se trouve dans une impasse complète qui ne lui laisse pour seule stratégie que sa vassalisation par la Chine ; l'Iran des mollahs est en passe d'accéder à l'arme atomique mais affronte le soulèvement massif des Iraniens ; l'Etat AKP, cœur de la Turquie d'Erdogan, a fait faillite lors du séisme qui a dévasté le sud-ouest du pays. Simultanément, les démocraties, jugées décadentes se sont réveillées ; l'Ukraine fait mieux que résister à l'agression russe ; les nations libres d'Europe et d'Asie réarment ; les Etats-Unis se réengagent aux côtés de l'Ukraine ou de Taïwan ; l'OTAN ressuscitée s'élargit à la Finlande et à la Suède tandis que l'Aukus se met en place et que le Japon et la Corée du sud se rapprochent.

Pour autant, les empires autoritaires sont loin d'avoir perdu. Après avoir assis son pouvoir absolu à Pékin, où le parti communiste contrôle de nouveau l'économie, la société et l'armée, Xi Jinping s'est rendu à Moscou pour soutenir Vladimir Poutine au lendemain de son inculpation par la CPI pour crimes de guerre. Portant sur l'énergie, le numérique, le nucléaire, l'espace et le militaire, le partenariat stratégique développé par la Chine et la Russie depuis 1996 évolue vers une véritable alliance. Et ce même s'il est totalement asymétrique et déséquilibré en faveur de Pékin, à l'inverse de la situation des années 1950. L'alignement des empire autoritaires reste très solide, ancré dans l'hostilité aux Etats-Unis et la volonté de construire un monde post-occidental.

Le projet de la Chine, soutenu par la Russie, d'un nouvel ordre mondial qui marginaliserait l'Occident et serait organisé autour de zones d'influence impériales rencontre par ailleurs un large écho au sein du Sud global. Le modèle autoritaire promu par Pékin s'exporte sur tous les

continents. L'instauration d'un pétro-yuan comme les prêts et les investissements des Nouvelles Routes de la Soie poursuivent la dédollarisation des échanges et des paiements mondiaux. Enfin, l'influence de la Chine devient mondiale, avec pour symbole la médiation effectuée entre l'Iran et l'Arabie Saoudite. S'appuyant sur le ressentiment contre l'Occident fondé sur le passé colonial aussi bien que sur la gestion de l'épidémie de Covid, Pékin poursuit méthodiquement l'encerclement de l'ouest par le sud. Non sans succès puisque les 39 pays sur 193 qui se sont opposés ou se sont abstenus lors du vote à l'ONU, le 23 février 2023, de la résolution condamnant l'agression de l'Ukraine par la Russie représentent le tiers du PIB mondial et comptent 4,2 milliards des 8 milliards d'hommes qui peuplent la planète.

Les démocraties de fait demeurent très minoritaires puisqu'on n'en dénombre que 21 à part entière et 53 imparfaites. Par ailleurs, elles sont fragilisées, comme le montrent le dérèglement des institutions et la quasi-guerre civile qui divise les Etats-Unis, avec pour symbole la prise d'assaut du Capitole le 6 janvier 2021. Il est d'autant plus important qu'elles parviennent, comme après 1945 face à l'Union soviétique, à s'unir autour d'une stratégie de long terme d'endiguement des empires autoritaires.

Il est essentiel de ne pas faire reposer la défense de la liberté sur une croisade idéologique mais sur la raison politique. La condition première consiste à sortir du déni autour de la nature des régimes chinois et russe et des ambitions de leurs dirigeants, qui ne se contentent pas de désigner la démocratie comme leurs ennemis mais revendiquent son éradication. Il est donc vain de rechercher un compromis avec eux. Mais ceci n'implique aucunement d'enclencher une escalade militaire qui déboucherait sur un conflit mondial.

Pour assurer leur sécurité tout en prévenant une guerre globale, les démocraties gagneraient à se doter d'une stratégie organisée autour de cinq axes. Le rétablissement d'une dissuasion militaire crédible indispensable pour empêcher l'escalade, vigilance qui doit aller de pair avec l'agilité pour saisir toute occasion de diviser nos adversaires. La reconstitution du leadership technologique - que la reprise en main idéologique des entreprises et de la recherche par le parti communiste chinois favorise -. Le renforcement de la résilience des nations, qu'il s'agisse de la réduction de leur dépendance économique, de la protection de leurs infrastructures mais surtout de leur stabilité politique et sociale, qui passe par la consolidation de la classe moyenne à travers un nouveau pacte économique et social. La poursuite du dialogue avec les sociétés civiles des empires autoritaires dans l'espoir de leur réveil. Enfin le réengagement en faveur des Etats du sud qu'il est vital de détacher de la Chine et de la Russie en répondant à leurs urgences sanitaires, économiques, financières, climatiques ou sécuritaires.

Les démocraties sont en grand danger mais peuvent surmonter la confrontation avec les empires autoritaires. Elles en ont les ressources mais restent à savoir si elles en ont la volonté. Pour l'Union européenne, qui s'élargira inévitablement à 35 ou 36 membres d'ici à la fin de la décennie, le choix est décisif entre protectorat des Etats-Unis ou affirmation comme puissance. Or les Etats-Unis sont très différents de l'Amérique de 1945. Et les démocraties seront d'autant plus fortes qu'elles s'organiseront autour de trois piliers nord-américains, européen et asiatique, à la fois solidaires et autonomes. Il n'est en effet pas de défense efficace de la liberté sans souveraineté.